

# « Nous ne sommes pas dans une simple opposition »

## Une interview avec André Chassaigne

*André Chassaigne est député communiste du département du Puy de Dôme en région Auvergne-Rhône-Alpes. Il siège à l'Assemblée nationale française depuis 2002, et depuis 2012 est président du groupe de la Gauche démocrate et républicaine, qui réunit 16 députés.*

*Dans cette interview de mi-janvier, il s'est assis avec Ethan Earle pour parler de la proposition de réforme de retraites d'Emmanuel Macron, la grève et les mobilisations populaires qui cherche l'arrêter, et les possibilités d'un nouveau rapprochement de la gauche française.*

**Ethan Earle :** Il y a quelques semaines dans notre série « une saison en enfer », nous avons publié un article de Catherine Perret de la CGT, sur le contenu concret de la réforme des retraites. Je voudrais que tu nous expliques un peu plus le projet de réforme au niveau politique. Pourquoi est-ce que Macron et son gouvernement le font ?

**André Chassaigne :** Je crois que la première motivation politique d'Emmanuel Macron, est de casser notre organisation sociale construite au fil des décennies, et en particulier au lendemain de la Guerre mondiale. Notre système de retraites est issu du programme du Conseil national de la résistance que l'on appelait « les jours heureux ». Il y a derrière une démarche idéologique, un libéralisme à la française, que l'on trouve dans de nombreuses lois et une brutalité qui rappelle Thatcher en Grande-Bretagne.

Deuxièmement, la politique de Macron consiste à donner aux privilégiés, au nom d'une conception qu'il a de l'économie – la théorie du ruissèlement – avec « des premiers de cordée » pour reprendre son terme, qui bénéficiant d'avantages financiers, pourraient arroser l'ensemble de la société : ce qui ne s'est jamais vérifié ! Ses choix politiques sont au service des pouvoirs financiers. Cela implique d'aller prendre l'argent de la protection sociale et notamment de la retraite. Chaque euro cédé à la finance est un euro en moins pour répondre aux besoins sociaux.

Ce qui m'amène au troisième point, c'est cette volonté de limiter les dépenses sociales. En même temps, on alimente le système libéral avec la perspective de donner de l'espace aux retraites privées.

**EE :** Comment décrirais-tu la réponse publique jusqu'ici ?

**AC :** Je pense qu'on est dans une phase historique inédite. Depuis des années, le mouvement social avait beaucoup de difficultés pour toucher la majorité de la population. Or, le premier élément qu'on peut constater avec les luttes qui se développent aujourd'hui, c'est qu'il y'a une prise de conscience grandissante. Il y a, dans le peuple et les travailleurs de notre pays, de l'inquiétude et une compréhension des conséquences concrètes pour leur quotidien en termes de revenus à la retraite. C'est très important. Quand on voit les conséquences sur le quotidien que peut avoir la grève et que malgré cela, la majorité des habitants de notre pays sont opposés à cette réforme, c'est assez remarquable.



Le deuxième élément qui est extrêmement important : c'est qu'à l'initiative du Parti communiste français et de son Secrétaire national Fabien Roussel, une démarche a été entreprise auprès des autres forces de gauche et écologistes, pour travailler ensemble une réforme des retraites alternative. Et vraiment, on ne pouvait pas s'attendre à ce que ce front-là puisse se constituer. Nous avons rendu publique la semaine dernière nos propositions communes pour l'évolution de notre système de retraite.

Et nous avons besoin d'une alternative politique à gauche. Et nous avons dû le faire sur la question des retraites. Je pense que c'est cette convergence politique n'avait pas été envisagée par le pouvoir en place. C'est quelque chose qui peut avoir des conséquences. Pour le moment, la France insoumise reste à la marge de la construction de cette plateforme commune, mais nous avons de bonnes relations avec eux, notamment au sein du Parlement. Nous pouvons encore élargir ceux qui sont sur cette plateforme commune.

**EE :** Est-ce que tu penses qu'il y a un lien, direct ou indirect, entre les gilets jaunes et la réponse publique dans les grèves, dans les manifestations ?

**AC :** J'ai toujours considéré que le mouvement des gilets jaunes était l'expression d'un fort mécontentement par rapport au système actuel, de la part de ceux qu'on a appelé « les oubliés de la République ». Dans les populations de banlieues suburbaines, notamment dans les grandes villes de province ; zones construites essentiellement pour le logement. Et puis en milieu rural, un milieu qui est très en souffrance aujourd'hui. Ce mouvement des gilets jaunes était un mouvement « partant des tripes », partant du rejet d'un système sans forcément une analyse politique construite, et sans lien avec le mouvement syndical. Avec il faut le dire, au début, une forme de suspicion venant des syndicalistes, voyant se mobiliser des gens qui ne se mobilisaient jamais, en disant : « mais nous on a fait grève ». Mais ce mouvement a fait évoluer les consciences.

Aujourd'hui, il y a une forme de convergence entre ce mouvement des gilets jaunes et le mouvement social qui est conduit par des organisations syndicales. Ça exige du respect mutuel et une prise de conscience des rapports de force au niveau de la société, de la lutte des classes. Je pense que ça tire les gilets jaunes un plus haut niveau de conscience et que cela conforte le mouvement qui est animé par les organisations syndicales. Toutes ces convergences, sociales et politiques, et la prise de conscience dans la société sont extrêmement positives. Donc on est dans un moment historique qui peut porter des fruits.

**EE :** Dans les dernières semaines tu as parlé à l'Assemblée nationale de la réponse du gouvernement de Macron, et surtout de la violence contre les manifestations. Est-ce que tu peux en parler un peu plus ? Comment expliques-tu cette violence ?

**AC :** Au niveau de la stratégie gouvernementale, il y a d'abord la volonté d'opposer une partie de la population aux autres. Aujourd'hui, le gouvernement cherche à diviser les bénéficiaires du régime général de retraite avec ceux qui ont des régimes spéciaux, en disant que ces derniers seraient des privilégiés. Ce qu'on appelle les régimes spéciaux, c'est 1,4 de la population active, moins d'un million de bénéficiaires de pensions de retraites, et ce sont des travailleurs qui ont eu des métiers très pénibles.



Au moment de la lutte des gilets jaunes, il a voulu diaboliser le mouvement en le caractérisant de violent. S'en est suivi une stratégie de maintien de l'ordre qui était une stratégie de l'affrontement, visant à élever le niveau de tension et de violence, pour éviter le soutien de la plus grande majorité

des citoyens. Avec le mouvement contre la réforme des retraites, on observe la même stratégie. Hier, j'ai posé ma question au gouvernement avec des mots mesurés car nous sommes très attentifs à ne pas opposer les policiers, les gendarmes, aux citoyens. Les agissements des forces de l'ordre sont par définition issus des choix du Ministère de l'intérieur. Nous voulons garder l'esprit républicain.

**EE :** Le premier ministre, le samedi 11 janvier a annoncé un « report provisoire » de la partie de la réforme concernant l' « âge pivot » (l'âge minimum pour bénéficier d'une pension à taux plein), et dans le même temps, un examen du projet de loi avec une procédure accélérée. Qu'en penses-tu ?

**AC :** Je voudrais insister sur la méthode : on est dans une forme de déni de démocratie d'une extrême gravité. D'un côté, le premier ministre dit : « on va faire une conférence du financement, on continue à négocier avec les organisations syndicales ». En laissant peu de marge à la négociation. Et de l'autre côté, il y a le processus parlementaire qui devrait se terminer avant même que des négociations aient abouti, avec une procédure accélérée à l'Assemblée et au Sénat. Ce déni de démocratie, sous ce gouvernement est fréquent. Cela va de l'usage des ordonnances – une technique qui permet de passer des lois sans le parlement – à une modification du règlement intérieur de l'Assemblée qui fait qu'on a moins d'interventions possibles sur les différents articles de loi et de temps de parole en général. Cela rend plus difficile la bataille parlementaire. La démocratie parlementaire a été affaiblie.

Quoi qu'il en soit, nous allons être très à l'offensive. Ça sera le cas du groupe que je préside, notamment des députés communistes, du groupe de la France insoumise, des socialistes qui ont évolué sur beaucoup de propositions. Les socialistes par exemple, il faut le noter, ont abandonné la retraite à points.

**EE :** Il paraît que la CFDT a eu une réponse positive à la proposition du Premier ministre. Est-ce que tu crois que le gouvernement avait parlé avec eux avant ? Qu'est-ce que tu penses plus largement ?

**AC :** Oui, le gouvernement a cherché à diviser le mouvement syndical en prétendant avoir trouvé un accord avec les syndicats réformistes. Il voudrait faire apparaître le réformisme comme étant dans le progrès, comme étant le porteur de l'intelligence, comme étant le porteur du bon sens. Mais je pense que ces syndicats ne prennent pas en compte les réalités de la lutte des classes. Mais ils sont quand même soumis à leur base. Je sais qu'au niveau de la base, notamment chez les cheminots, les prises de position de l'UNSA ou de la CFDT n'ont pas été suivies par leurs propres adhérents.

Je ne veux pas faire de procès d'intention à la CFDT ou à l'UNSA. C'est vrai que le regard extérieur qu'on peut porter, c'est se dire que derrière tout ça, il y a tout un jeu. Est-ce que ce jeu a été programmé ? Est-ce que c'est une opportunité que le gouvernement saisit ? Est-ce que les



organisations syndicales concernées veulent revenir au premier plan en étant valorisées comme étant celles qui aurait fait plier de façon illusoire d'ailleurs, le gouvernement ? L'avenir nous dira.

**EE :** Qu'est-ce que vous pensez faire dans l'Assemblée dans les prochaines semaines ?

**AC :** La fondation, disons le socle de notre action politique, c'est être les porte-voix de ce que porte le mouvement social. Dans le Parlement nous relayons les exigences sociales et nous disons la vérité sur l'ampleur du mouvement social qui reste extrêmement fort, contrairement à ce qu'on peut être dit. Nous le faisons dans le respect des choix du mouvement. C'est aux organisations syndicales, avec les salariés, de décider de la lutte qu'ils mènent, de la conduite de leurs luttes.

Le deuxième point, c'est le travail de l'ensemble des organisations progressistes pour porter des propositions d'amélioration du système actuel comme je le décrivais tout à l'heure. Nous ne sommes pas dans une simple opposition.

C'est cette façon de travailler que l'on a au sein de l'assemblée avec autres parlementaires de gauche. Hier la France insoumise nous a proposé une motion de censure – une procédure pour faire tomber le gouvernement qu'on a refusé tout de suite de signer parce que nous pensons que ce n'est pas le moment. Aujourd'hui, c'est le moment de la lutte pour obtenir un retrait du texte de loi. Mais aussi, nous pensons qu'une telle procédure pourrait au contraire conforter le gouvernement puisque sa majorité ne votera pas la censure. Ce qui n'empêche pas dans les mois à venir, dans les semaines ou les mois à venir, d'adopter au niveau parlementaire des procédures qui nous permettront de mettre le gouvernement devant ses réalités. Mais pour le moment, on en est à ce niveau-là.

Donc nous, au niveau de notre groupe, on commence à travailler sur le texte que nous avons enfin reçu. Tout d'abord l'analyser, puis avoir une forte activité au parlement pour prolonger les débats et de multiplier les amendements. Même si le règlement va nous gêner. Ce que nous voulons, c'est mettre le gouvernement en difficulté sur l'orientation générale de sa réforme, qui crée un système individuel, qui remet en cause la répartition solidaire, qui encourage les retraites privées. Nous allons déposer des amendements de suppression des articles du projet de loi gouvernemental et bien sûr des amendements de propositions pour donner à voir ce que pourrait être une retraite améliorée dans notre pays. Nous commençons à nous préparer dès aujourd'hui à la lutte parlementaire. Ça va être un véritable combat.

**EE :** Au cours de l'interview, tu as parlé un peu du rassemblement des forces de gauche autour de tout ce qui se passe en ce moment. Est-ce que tu crois que l'opposition aux réformes pourrait servir à former une nouvelle base commune pour les prochaines élections, soit municipales, soit les élections présidentielles de 2022. Quel rôle est-ce que tu crois que le PCF pourrait jouer ?

**AC :** On n'est pas dans une phase de rapprochement d'appareils politique. C'est-à-dire qu'on n'est pas dans une espèce de construction programmatique globale en vue des élections à venir. Ce que nous faisons sera néanmoins important pour l'avenir. Ici à l'Assemblée, depuis 2017, je crois qu'on a eu un rôle de pionnier, notamment le groupe que je préside. A chaque fois qu'on a pu, on a été le point d'équilibre entre d'un côté, les socialistes et de l'autre la France insoumise, deux forces qui ne souhaitent pas toujours pas travailler ensemble. Nous avons par exemple déposé ensemble deux motions de censure déjà, sur Benalla et pour les Gilets jaunes. On en est à une



quinzaine de démarches communes auprès du Conseil constitutionnel. Au sein de l'Assemblée, on a déjà montré qu'il était possible de travailler ensemble.

Pierre après pierre, on est en train de montrer qu'il peut y avoir une alternative politique dans ce pays. Cette alternative politique ne viendra pas d'un seul mouvement, pas un seul parti. Cela implique une construction progressive de ce que nous voulons comme gouvernement, répondant aux attentes des plus modestes, et comme perspective politique à plus long terme. On n'en est pas, pour le moment, à un « programme commun » comme avant l'élection de François Mitterrand en 1981, mais le fait de retravailler ensemble, de mettre nos expériences, notre intelligence en commun ; je crois que c'est déjà très grand pas. Et ça, c'est indispensable.

**EE :** On dit souvent que le système de protection sociale en France est particulier. Est-ce une question purement française ?

**AC :** La réforme des retraites, c'est aussi une stratégie européenne qui va avec les politiques d'austérité et de démolition des droits sociaux. Et partout où un gouvernement impose un recul social, cela sert d'exemple pour avoir davantage de reculs sociaux dans d'autres pays d'Europe. Ce n'est pas une lutte strictement française. Et j'ajouterai qu'en Europe, la victoire d'un libéralisme exacerbé, c'est ouvrir encore davantage la porte aux populistes d'extrême droite. Les populismes d'extrême droite se développent partout en Europe et se nourrissent des reculs sociaux. On a donc une responsabilité.

**EE :** On est d'accord, et c'est pour ça aussi qu'on est très intéressé. En Allemagne, en Belgique, partout de l'Europe elle nous intéresse votre lutte contre l'imposition d'un système à l'américaine, cette lutte pour un système solidaire.

**AC :** Jusqu'à maintenant on a eu un « grignotage » des conquêtes sociales qui ont été conduites par des gouvernements successifs. Et là, on arrive à la limite. C'est vraiment un tournant de l'histoire, soit notre société, notre civilisation se décompose, soit elle arrive à conserver ce qu'elle a de solidaire.

**EE :** Retournons au thème de la lutte sociale de ce moment de la réforme avec cette dernière question, qui est très simple, très facile : Est-ce que tu crois qu'on peut vraiment gagner ?

**AC :** Je pense qu'effectivement on peut encore gagner. Le mouvement peut. Il se diversifie. Il y'a d'autres secteurs qui aujourd'hui entrent en action. Dans les ports, par exemple, et au niveau de l'aviation. Je pense que la lutte va changer, qu'elle va se démultiplier sous des formes diverses. Ceux qui sont en grève aujourd'hui, il faut connaître ce qu'ils vivent. Il y'a des familles, il y'a des travailleurs qui vont être en difficulté sociale. Il y'a des emprunts à rembourser. Si on veut qu'ils gagnent, il faut de la solidarité. Il faut que ce mouvement puisse tenir. Et je pense que si le mouvement tient, le gouvernement devra bouger, même s'il ne recule pas complètement et qu'il « habille » sa position. Mais je pense qu'on peut le faire reculer sur beaucoup de points. Donc, j'ai bon espoir sur la lutte parlementaire, mais je pense principalement que la victoire peut venir des lieux de travail, de la rue, des manifestations. C'est par l'élargissement de la mobilisation qu'on peut faire plier le gouvernement.

